

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1829>



La der des ders... (partie 1)

- Histoire -



Date de mise en ligne : dimanche 14 septembre 2014

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

1914-2014 : centenaire du déclenchement de la première guerre mondiale. Mais derrière les commémorations officielles, qui se rappelle réellement les batailles politiques qui se sont déroulées alors ? A l'heure où certains tentent de capter la mémoire de Jaurès en la vidant de son contenu, retour sur quelques éléments d'histoire sociale...

Alors que dans toute l'Europe, notamment en France, on commémore à tout va le centenaire du déclenchement de la première guerre mondiale, nous venons ici faire entendre une autre voix : celle de la résistance à cette boucherie impérialiste qui a coûté la vie à plus de dix millions de personnes.

Loin du cliché d'un nationalisme ayant tout emporté sur son passage à l'été 1914, nous voudrions montrer que des voix, certes minoritaires, se sont élevées pour dénoncer le massacre.

Le consentement d'une population résignée à l'inéluctable mérite d'être remis en question. Au-delà de la faillite du mouvement ouvrier officiel, des militants politiques, des syndicalistes et des intellectuels ont tenu fermement la bannière internationaliste face au déchaînement de chauvinisme.

Avant 1914 : partout des bruits de bottes...

Lorsqu'éclatent, le 28 juin 1914 à Sarajevo, les coups de feu qui sont fatals à François-Ferdinand d'Autriche et conduiront à l'enchaînement inéluctable vers la guerre, les esprits sont déjà largement échauffés dans toute l'Europe. Depuis plus de dix ans, le continent est divisé en deux alliances militaires rivales. La course pour le partage colonial de l'Afrique continue de faire rage entre les grandes puissances européennes.

La montée en puissance économique de l'Allemagne remet en cause la domination britannique et cette lutte pour l'hégémonie industrielle et commerciale fait peser de lourdes menaces pour la paix en Europe.

Côté français, le traumatisme de la défaite de 1870 reste vivace et une active propagande, passant notamment par l'école, prépare les esprits à l'inéluctable « revanche » pour reprendre l'Alsace et la Moselle aux Allemands.

Des graves tensions concernant le contrôle du Maroc ont déjà eu lieu entre la France et l'Allemagne en 1905 et 1911. Il s'en est fallu d'un rien que la mèche guerrière n'embrace déjà l'Europe au cours de ces deux crises. Dans ce contexte tendu, la France est déjà dans une logique de guerre en prolongeant le service militaire à deux, puis trois ans en 1913.

La SFIO, menée par Jaurès, conduit une vigoureuse campagne contre cette loi, qui culmine lors de l'immense rassemblement du Pré Saint Gervais du 25 mai 1913.

1914 ou la faillite de la Seconde Internationale

La deuxième Internationale, qui rassemble tous les grands partis socialistes européens, a senti le danger que font

peser sur la paix le militarisme et le colonialisme.

Malgré des désaccords entre les différents partis qui la composent, l'Internationale tente de conjurer le péril guerrier. Dans plusieurs congrès, les socialistes mettent à l'ordre du jour la lutte contre la guerre.

Alors que les bruits de bottes résonnent dans les Balkans, la conférence qui se tient à Bâle en 1912 est centrée sur cette question. Cinq cents délégués venus de vingt-trois pays votent une résolution enjoignant les socialistes d'utiliser tous les moyens appropriés pour éviter la guerre.

Jaurès prononce à cette occasion l'un de ses plus beaux discours : « l'Internationale doit veiller à faire pénétrer partout sa parole de paix, à déployer partout son action légale ou révolutionnaire qui empêchera la guerre, ou sinon à demander des comptes aux criminels qui en seront les fauteurs ».

Lorsque la machine guerrière s'emballe à l'été 1914, Jaurès met toute son énergie à empêcher l'irréparable. Après l'ultimatum des Autrichiens à la Serbie et la mobilisation des armées russes, le bureau socialiste international (BSI) se réunit à Bruxelles le 29 juillet et décide de la convocation prochaine d'un congrès.

Mais il est déjà trop tard : le 31 juillet, les armées allemandes sont à leur tour mises en état d'alerte. Jaurès tente d'ultimes et vaines démarches auprès du gouvernement français.

Il prépare dans la soirée un article vengeur pour l'Humanité du lendemain avant d'aller dîner au Café du croissant. Il y est abattu dans la soirée par le nationaliste Raoul Villain, dont le geste criminel fut préparé par l'odieuse campagne de la presse de droite contre le « traître » Jaurès.

En Allemagne, les députés du SPD votent les crédits de guerre tandis qu'en France, c'est Léon Jouhaux, dirigeant de la CGT, qui annonce sur la tombe de Jaurès l'adhésion des organisations ouvrières à l'Union sacrée contre « le militarisme prussien ».

Le carnet B, qui prévoyait

l'arrestation des syndicalistes, des militants socialistes et libertaires antimilitaristes, s'avère ainsi inutile pour les autorités.

Des voix pacifistes s'élèvent dès l'été 1914

Le ralliement à leur bourgeoisie nationale respective des socialistes européens n'est pas total et une poignée de militants demeure, dès l'été 1914, fidèle à la ligne internationaliste.

En France, Pierre Monatte n'accepte pas l'abandon des positions antimilitaristes de la CGT et oeuvre à rassembler tous les militants de la confédération désireux de se battre contre la guerre.

En Allemagne Karl Liebknecht, qui dirige l'aile gauche du SPD, a voté au Reichstag les crédits de guerre par discipline, mais mesure quelques jours plus tard son erreur politique.

Dès le mois de septembre, il rencontre des militants opposés au conflit.

Mobilisé en février 1915, il est l'auteur en mai du fameux tract intitulé « L'ennemi principal est dans notre propre pays ». En quelques mois, il a compris qu'il fallait transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire.

Dans son combat, il est accompagné par Rosa Luxembourg qui lance une revue symboliquement intitulé L'Internationaliste. Elle en fait une tribune contre la politique militariste de la direction du SPD.

Les autorités qui craignent son influence sur les masses ordonnent son arrestation en février 1915. Le refus de la guerre se manifeste aussi dans le mouvement social. En mai 1915, pas moins de dix mille femmes dénoncent le conflit à Berlin.

C'est cependant des socialistes russes qu'est venu, dès le mois d'août 1914, le signe le plus clair d'un refus intransigeant de la guerre.

Lénine rédige un article sur « les tâches de la social-démocratie révolutionnaire ». Pour lui, la Seconde Internationale a failli à sa tâche historique : « Les partis ouvriers ne se sont pas opposés à l'attitude criminelle des gouvernements, mais ont appelé la classe ouvrière à aligner sa position sur celle des gouvernements impérialistes.

Les leaders de l'Internationale ont trahi le socialisme en votant les crédits de guerre, en reprenant les mots d'ordre chauvins de la bourgeoisie de "leurs pays", en justifiant et en défendant la guerre (...) ».

Désormais pour Lénine, le rôle des révolutionnaires est de créer une nouvelle Internationale qui combattra la guerre en préparant le renversement de la bourgeoisie. Il sème là les germes de la future victoire des bolcheviks en 1917. Quelques intellectuels, eux aussi minoritaires, ont également refusé de crier avec les loups nationalistes à l'été 1914, tels l'Autrichien Stefan Zweig ou le français Romain Rolland qui tentent de faire entendre la voix de la raison dans un concert de haine exacerbée.

Des instituteurs pacifistes



La vivace tradition pacifiste de la jeune Fédération nationale des syndicats d'instituteurs, fondée en 1905 et affiliée à la CGT, se confirme dès les premiers jours de guerre.

Ces syndicalistes, qui ont dû affronter la répression étatique pour affirmer leurs droits, apparaissent rapidement comme les fers de lance de l'opposition à la direction de la CGT qui a trahi ses mandats en se ralliant à l'Union sacrée.

Décapitée par la mobilisation militaire, L'école émancipée, revue de la Fédération, prend de courageuses positions antimilitaristes qui lui valent d'être interdite par la censure dès octobre 1914.

L'abnégation de militantes marseillaises contribue à sa réparation sous le titre l'école de la Fédération. En juin 1915, une réunion de la direction fédérale se tient à Tours et adopte un texte contre la guerre qui affirme que la tâche des « véritables amis du peuple doit être d'essayer de la faire cesser le plus promptement possible » tout en cherchant à établir des liens avec « une fraction de la social-démocratie allemande qui semble toute disposée à accepter une entente (...) ». Il invite enfin la CGT à se ressaisir immédiatement.

A l'été 1915, alors que le conflit dure depuis un an et semble sans issue, la voix de ceux qui refusèrent la fatalité guerrière et firent tout pour la combattre commence à porter.

Encore quelques mois et les réunions internationalistes de Zimmerwald et Kienthal commenceront à faire craquer l'Union sacrée... ĩ (à suivre)

Julien GUERIN (77)